

<https://www.pressegauche.org/Les-nouvelles-routes-de-la-soie-chinoises-risquent-d-achever-les-espoirs>



# Les « nouvelles routes de la soie » chinoises risquent d'achever les espoirs climatiques



- International - Asie/Proche-Orient -  
Date de mise en ligne : mardi 10 septembre 2019

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Le projet géant de développement d'infrastructures piloté par la Chine risque à lui seul de rendre caduc tout effort de maintenir le réchauffement climatique sous la barre de 2°C, prévient un think tank chinois.**

Tiré de [Tlaxcala.org](http://Tlaxcala.org)

Elles représentent jusqu'à mille milliards de dollars d'investissements pour tracer une longue route commerciale de la Chine à l'Europe. Le projet pharaonique de « [nouvelles routes de la soie](#) » lancé par Pékin en 2013 prévoit la construction de ports, de routes, de voies ferrées, de barrages ou encore de pipelines dans les dizaines de pays partenaires à travers toute l'Eurasie. Il risque surtout d'engendrer des émissions tout aussi démesurées de dioxyde de carbone.

C'est l'alerte lancée le 2 septembre par un think tank chinois, le [centre Tsinghua pour la finance et le développement](#), relayé dans une [dépêche par l'AFP](#). En modélisant le développement engendré par la « Belt and Road initiative » (BRI) chinoise dans 17 pays, parmi les 126 ayant signé des accords de coopération avec la Chine, le centre Tsinghua prévient que ces projets vont faire « exploser le budget carbone ». À elles seules, ces nouvelles routes de la soie risqueraient ainsi de nous écarter dangereusement de l'objectif de l'accord de Paris de maintenir le réchauffement climatique bien en-deçà de 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle.

Géopolitique contre climat

Même si les autres pays, incluant la Chine, l'Inde, l'Europe ou les États-Unis respectaient une trajectoire permettant de tenir les 2°C de réchauffement, cet objectif serait intenable si les pays modélisés par le think tank maintenaient leur dynamique d'émissions provoquées par ces nouvelles routes de la soie. Certains pays, dont l'Iran, la Russie, l'Arabie saoudite ou l'Indonésie, devraient ainsi réduire leurs émissions de 68 % d'ici 2050 par rapport à leur trajectoire présente, pour que nous puissions espérer rester sous la barre des 2°C, estime le centre Tsinghua.

« La dynamique de croissance de la BRI est si forte que si sa trajectoire carbone est mauvaise, ce que font les autres n'aura en quelque sorte plus d'importance », alerte Simon Zadek, du centre Tsinghua. Le think tank estime toutefois qu'une politique volontariste et le développement de technologies vertes permettraient de réduire ces émissions de 39 % dans l'ensemble des pays concernés par le développement d'infrastructures liées aux routes de la soie chinoises.

Le message a quoi qu'il en soit peu de chances de ralentir les ambitions de Pékin. Nouvelles routes de la soie, Belt and Road Initiative ou Yidai Yilu en chinois - pour Une ceinture, une route - les différentes appellations de ce projet recouvrent une unique et très ambitieuse stratégie chinoise. Au-delà des retombées économiques, Pékin entend profiter de ces infrastructures pour renforcer son influence géopolitique dans toute la région et développer des institutions internationales concurrentes de celles qui sont aujourd'hui dominées par les États-Unis, comme la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, qui finance largement ces nouvelles routes de la soie et se positionne notamment en alternative à la Banque mondiale. Au passage, les nouvelles routes de la Chine contournent scrupuleusement l'Inde, l'autre géant asiatique dont elle aimerait limiter l'influence et le développement. Tous mauvais élèves

Pas sûr, donc, que les émissions de CO2 soient de nature à infléchir cet objectif, qui doit participer à hisser la Chine

« au premier rang du monde en matière de puissance globale et de rayonnement international » d'ici 2050, tel que l'affichait le président de la République populaire en 2017. L'appel à modérer les émissions de carbone liées à ces nouvelles routes de la soie dans des pays majoritairement asiatiques risque en outre d'être assez inaudible tant les grandes puissances et émetteurs historiques de CO2 ne respectent pas leurs propres engagements. Ni les États-Unis ni les principaux pays européens ne sont dans les clous et seuls 16 pays sur les 197 signataires de l'accord de Paris ont engagé des actions permettant d'atteindre leurs objectifs, soulignait en octobre 2018 un rapport publié par le World Resources Intitute, le Graham Research Institute et le Centre for Climate Change Economics and Policy. Or, même si tous les engagements internationaux étaient respectés, ceux-ci nous conduiraient tout de même vers un réchauffement planétaire catastrophique de 3°C.

Le prochain rapport spécial du GIEC, consacré aux liens entre le changement climatique, l'océan et la cryosphère, qui doit être dévoilé le 25 septembre, apportera peut-être un surcroît de motivation internationale. Dans une version que s'est procurée l'AFP, celui-ci prévient que la montée des eaux pourrait à elle seule provoquer 280 millions de réfugiés en cas de réchauffement de 2°C. Dans une hypothèse très optimiste donc. Au rythme actuel des émissions, le niveau de l'océan pourrait monter de plus d'un mètre d'ici 2100, exposant New York à des crues de plus de 2 mètres tous les 5 ans et Shanghai à des inondations menaçant 1 700 milliards de dollars de biens d'ici 2070. Neuf des vingt villes les plus exposées au risque d'élévation du niveau des mers sont également en Chine, note Futura Sciences. À comparer aux gains que Pékin espère tirer de ses nouvelles routes de la soie.